#### Pavillon Français - COP 30

Transitions justes : investir dans l'humain pour réussir la transition écologique - Pistes pour des coopérations renouvelées

Date et heure: 15 Novembre 2025, 9:30 – 10:30 (heure locale, Belém)

### **Concept**

Alors que les inégalités s'aggravent à mesure que la crise climatique s'intensifie, s'impose au plan international la nécessité d'une transition juste, conciliant impératif de transition environnementale soutenable et opportunités accrues de développement social, de réduction des inégalités pour les individus, les travailleurs, territoires, communautés. Cette exigence constitue une condition indispensable à la réussite du passage à la neutralité carbone et aux politiques d'adaptation ainsi qu'à la prise en compte des enjeux de biodiversité.

Une transition juste implique, face au développement d'économies post fossiles, la mise en œuvre de politiques publiques et investissements intégrant des mécanismes de protection sociale, d'accompagnement de reconversion professionnelle et de soutien à l'émergence de nouveaux emplois dans des conditions de travail décent et selon une approche inclusive et transformative.

Les récents débats au sein du processus climat (UNFCC) et les mobilisations de la société civile en rappellent les fondements clés : ancrage des droits humains et droits du travail, éligibilité au financement climat, intégration de feuilles de route Transition juste dans les Contributions Déterminées au niveau National (National Determined Contribution / NDC), Plan National d'Adaptation (PNA) et stratégies long terme, priorité aux mesures de réduction des inégalités et pauvreté, de protection sociale, mise en place de gouvernance partagée et cadre institutionnel.

Les réalités nationales sont toutefois très contrastées : les capacités budgétaires et institutionnelles, les structures productives, les niveaux d'informalités, ou encore les marges de manœuvre commerciales et financières varient d'un pays à l'autre. Le concept de transition juste doit donc être adapté par les Gouvernements et les partenaires sociaux aux contextes nationaux ainsi qu'aux conditions locales spécifiques.

La réponse à ces défis ne peut naitre que d'un dialogue multipartite, s'appuyant sur les canaux institutionnels existants et la coordination entre gouvernements, banques publiques de développement (BPD), institutions multilatérales et acteurs de la société civile. Les Banques Publiques de Développement (BPD) et les Etats jouent un rôle déterminant dans le soutien aux trajectoires justes et soutenables, en orientant les flux financiers vers des investissements à fort impact social et environnemental, vers de nouveaux actifs : soutien à la création d'emplois, protection sociale, accès équitable aux

ressources et à l'énergie verte. Des initiatives conjointes comme l'Accélérateur mondial pour l'emploi, la protection sociale et les transitions justes (Global Accelerator on Jobs and Social protection for Just Transitions) des Nations Unies et coordonnée par l'OIT, associant assistance technique des Nations Unies et soutien financier des BPD, ou les efforts nés de la Coalition pour les investissements sociaux portés dans le cadre du Finance in Common Summit (FiCS), illustrent la valeur d'une coopération intégrée entre acteurs publics et partenaires techniques. Co-pilotée par l'Agence Française de Développement, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), l'Organisation internationale du Travail (OIT), avec le soutien de l'Accélérateur mondial, et d'autres institutions des Nations Unies, la Coalition du FiCS pour les investissements sociaux vise à renforcer la contribution des BPD aux transitions justes à travers des investissements sociaux accrus – dans la santé, l'éducation, la formation, la protection sociale et l'emploi décent – et à promouvoir une mobilisation coordonnée de financements à fort impact social et climatique.

L'objectif de ce side-event est de montrer que des solutions concrètes et prometteuses existent pour maximiser les co-bénéfices environnementaux et sociaux des investissements, et des choix budgétaires en faveur d'une transition bas carbone. Couplés à un dialogue multipartite et à des mesures d'impact innovantes, divers instruments financiers, appuis spécifiques, collaboration entre acteurs de la recherche, institutionnels et de la société civile, peuvent contribuer à la transition écologique tout en ouvrant la voie à un développement économique et social plus équitable et durable.

#### **Objectifs**

- Mettre en évidence les <u>investissements orientés vers une transition juste</u> contribuant à la réduction de la dépendance aux énergies fossiles et à la maximisation des co-bénéfices sociaux et climatiques
- Echanger sur les conditions qui ont pu conduire à la mise en place de <u>politiques</u> de <u>transitions justes</u> ou les réflexions en cours pour amorcer ces politiques en termes de protection sociale, d'emploi, de diversification économique inclusive, de participation citoyenne et de dialogue social
- Présenter divers <u>instruments financiers</u> et l'intérêt d'un <u>dialogue multipartite</u> dans l'objectif d'aligner institutions publiques, investisseurs privés et de la société civile et mentionner quelques exemples pays comme ceux qui participent à l'Accélérateur mondial
- Articuler les ambitions environnementales et sociales de la transition juste à des mesures d'impact innovantes, des méthodologies de ces mesures, générant des bénéfices pour le climat, les écosystèmes et les communautés, les conditions de leur participation effective.

#### Déroulé

09:30-09:35	Remarques introductives et ouverture de séance
	Introduction
	Modérateur: Mr. Jorge Villarreal, Directeur des politiques
	climatiques, Iniciativa Climática de México, Mexique
09:35 – 09:50	Perspectives nationales - Représentation des enjeux d'une
	trajectoire pays, présentation de la spécificité d'enjeux et
	d'attentes nationales
	Afrique du Sud
	<ul> <li>Mr. Zeph Nhleko, Economiste en chef, DBSA, Afrique du Sud</li> </ul>
	Mexique
	<ul> <li>Ms. Andrea Hurtado, Directrice générale des politiques d'action</li> </ul>
	climatique, SEMARNAT, Mexique (confirmer)
09:50 – 10:00	Voix de la société civile – Caritas Brésil
	Illustration des implications des organisations de terrain et leurs
	contributions aux enjeux de trajectoire nationale juste
	<ul> <li>Mr. Lucas D'Avila, Chargé de plaidoyer, Caritas Brésil</li> </ul>
10:00 – 10:15	Positionnement des acteurs internationaux
	Organisation internationale du travail (OIT) : Enjeux mondiaux de la
	transition juste dans le processus climat et appui aux pays
	Mr. Moustapha Kamal Gueye, Directeur du Programme
	Transitions justes, OIT
	Agence Française de Développement (AFD) : Rôle, positionnement
	et leviers des BPD dans la réponse à ces enjeux nationaux de
	transition juste
	<ul> <li>Ms. Audrey Rojkoff, Directrice de la Division Climat et Nature, AFD</li> </ul>
10:15 – 10:25	Questions
	Modérateur: Mr. Jorge Villarreal, Iniciativa Climática de México
10:25 – 10:30	Conclusion
	Modérateur: Mr. Jorge Villarreal, Iniciativa Climática de México

## **Intervenants - Panel**

- Modérateur: Mr. Jorge Villarreal, Directeur des politiques climatiques -Iniciativa Climática de México, Mexico
- Mr. Zeph Nhleko, Economiste en chef Banque de Développement d'Afrique du Sud (DBSA), South Africa
- Ms. Andrea Hurtado, Directrice Générale des politiques d'action climatique Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles (SEMARNAT), Mexico (confirmer)
- Mr. Lucas D'Avila Chargé de plaidoyer, Caritas Brésil

- Mr. Moustapha Kamal Gueye, Director of the Just Transitions Programme -International Labour Organization (ILO)
- Ms. Audrey Rojkoff, Directrice de la Division Climat et Nature Agence Française de Développement (AFD)

# **Informations pratiques:**

**Lieu** : Parque de Cidade, S. Sen. Lemos - Souza, Belém, Brésil - Pavillon France, COP 30 ((PV-C62)

Horaire: Samedi 15 novembre – 9h30-10h30 (heure locale, Belém)

Langues: anglais et français (interprétation possible)